

# Panique à Kigali face à l'imminence d'un assaut

Clayton, Jonathan

Reuters, 11 mai 1994

NAIROBI, 11 mai, Reuter - La progression des rebelles et les bombardements qu'ils ont déclenchés ont semé mercredi la panique parmi la population de la capitale rwandaise Kigali, poussant bon nombre de personnes liées au gouvernement provisoire à faire leurs bagages et à préparer leur fuite.

“Le gouvernement semble en plein désarroi et un grand nombre de responsables s'apprêtent à quitter le pays avec leurs familles”, a déclaré à Reuter Abdul Kabia, directeur exécutif de la Mission d'assistance des Nations unies au Rwanda (Minuar).

Une bonne partie de la soirée de mardi, les lueurs des explosions ont pu être observées sur les hauteurs environnant la capitale. De violents combats entre les rebelles du FPR (Front patriotique du Rwanda) et les forces gouvernementales ont également été signalés dans les banlieues nord de Kigali : Ruhengeri, Tumba et Nkumba.

La majeure partie du centre-ville de Kigali est toujours aux mains des forces gouvernementales, mais les combattants du FPR cherchent à les encercler et à leur couper toute possibilité de fuite en direction du sud et de la frontière avec le Burundi.

“Le FPR bombarde non seulement les objectifs militaires mais aussi les cibles civiles. Tout le monde ou presque ici se cache dans les habitations”, a déclaré un habitant.

Rares sont ceux qui s'aventurent encore dans les rues de la ville, hormis des jeunes, avec des armes à feu, qui aident l'armée à contrôler les barrages routiers et à ériger des fortifications.

— Boutros-Ghali optimiste —

Une folie meurtrière s'est emparée du Rwanda depuis que son président, Juvenal Habyarimana, et son homologue burundais ont été tués dans un tir de roquette contre leur avion le 6 avril. Depuis, on estime à au moins 200.000 le nombre de personnes massacrées dans les luttes entre factions. La plupart des victimes appartiennent à l'ethnie Tutsi, mais de nombreux membres de la tribu du défunt président, les Hutus, ont également trouvé la mort dans le bain de sang.

Face à cela, un mois après le déclenchement des massacres, la communauté internationale envisage d'envoyer une force de maintien de la paix pour mettre fin au bain de sang. Les Nations unies ont proposé l'envoi de 5.500 casques bleus chargés de protéger les civils et d'aider aux opérations de secours.

A Paris, le secrétaire général de l'Onu, Boutros Boutros-Ghali, a estimé mercredi qu'il était possible d'arrêter le bain de sang au Rwanda. Il a précisé que trois pays d'Afrique avaient accepté d'envoyer là-bas des casques bleus.

“Je m'attends à ce que le Conseil de sécurité adopte des mesures dans les jours à venir”, a-t-il dit. Prié de dire si à son avis 5.500 casques bleus suffiront à arrêter les massacres, il a répondu par l'affirmative.

Au Rwanda, Joseph Nzirurera, secrétaire général du parti du président assassiné, le Mouvement républicain national pour le développement, a estimé qu'une telle force de casques bleus ne serait acceptable que si elle restait véritablement neutre.

“Il nous faut une force de l'Onu neutre, et non pas la force de la Minuar soupçonnée de pencher du côté du FPR”, a-t-il dit.

A Genève, l'organisation humanitaire Médecins sans frontières a réclamé mercredi une riposte internationale ferme aux massacres en cours au Rwanda, notamment par la création de “zones de sécurité” sous contrôle de l'Onu pour donner refuge aux blessés. /EXF

(c) Reuters Limited 1994